



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - VD

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société ROQUETTE TEXTILES,
représentée par Maître Sébastien DEPREUX, en qualité de liquidateur et
mandataire judiciaire, pour son établissement situé à WASQUEHAL**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-8, L. 511-1, R.512-39-2, R.512-39-3 et R. 512-69 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2007 accordant à la société ROQUETTE TEXTILES l'autorisation de régulariser les activités exercées dans son usine de teinture située 24 rue de Marcq à WASQUEHAL ;

Vu le courrier du 10 octobre 2013 de Maître Sébastien DEPREUX, en sa qualité de liquidateur et mandataire judiciaire de la société ROQUETTE TEXTILES, informant le préfet que le tribunal de commerce de Lille Métropole avait ouvert une procédure de liquidation judiciaire par jugement du 27 mai 2013 et autorisé la poursuite de l'activité jusqu'au 27 août 2013 ;

Vu le rapport du 28 avril 2015 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement adressé par courrier du même jour, à Maître Sébastien DEPREUX, en sa qualité de liquidateur et mandataire judiciaire, lui demandant de communiquer le rapport d'accident à la suite de la pollution accidentelle du 19 mars 2015 (pollution des sols aux hydrocarbures) sur le site de la société ROQUETTE TEXTILES et de poursuivre la procédure de cessation d'activité ;

Vu l'absence de transmission de ce rapport ;

Vu le dossier de déclaration de la société BRASSEUR DEMOLITION en charge de la démolition du site de la société ROQUETTE TEXTILES à WASQUEHAL, déposé en préfecture du Nord le 7 avril 2015, pour l'exploitation d'une unité de criblage et de concassage ;

Vu le rapport du 28 juillet 2015 du directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord-Pas-de-Calais, chargé du service d'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

.../...

Considérant que malgré plusieurs demandes, l'exploitant, représenté par Maître Sébastien DEPREUX en qualité de liquidateur et mandataire judiciaire, n'a pas remis le rapport d'accident prévu à l'article R. 512-69 du code de l'Environnement ;

Considérant que la présence d'un réseau enterré a été signalée sur un plan annexé au dossier de déclaration de la société BRASSEUR DEMOLITION et que ce réseau est susceptible de permettre de faire le lien entre le déversement d'une cuve d'hydrocarbures sur le site de la société ROQUETTE TEXTILES et un signalement par la Métropole Européenne de Lille d'une pollution de la Marque ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - La société ROQUETTE TEXTILES sise 24, rue de Marcq sur la commune de WASQUEHAL, représentée par Maître Sébastien DEPREUX, en qualité de liquidateur et mandataire judiciaire, est mise en demeure de respecter :

- les dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement par la remise du rapport d'accident détaillé sur l'épisode de pollution du 19 mars 2015 :
 - . Ce rapport précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme.
 - Il devra notamment détailler la nature du réseau enterré présenté sur le plan annexé au présent arrêté. Il établira ou écartera de façon claire une éventuelle migration de la pollution au déversoir d'orage n°646-03 des réseaux d'assainissement de la Métropole Européenne de Lille via le réseau enterré précité.
 - . Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.
 - . Il est établi selon le modèle joint en annexe du présent arrêté.

Le rapport d'accident est à transmettre sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

- de respecter les dispositions des articles R 512-39-1, R 512-39-2 et R 512-39-3 du code de l'environnement relatives à la mise à l'arrêt définitif et la remise en état des installations classées :
 - . en complétant sa notification de cessation d'activité du 10 octobre 2013, conformément aux dispositions de l'article R512-39-1-II
 - . en précisant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, conformément à l'article R. 512-39-1-II du code de l'environnement. Ces mesures sont à transmettre sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

- en produisant le mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de installation, déterminer un usage futur pour son site et de conduire les consultations utiles. La remise en état du site devra notamment prendre en compte l'impact généré par l'accident du 19 mars 2015.

Le délai associé à la remise du mémoire susvisé et à la conduite des consultations visant à déterminer l'usage futur du site est de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

.../...

Article 2 - Faute par l'exploitant, représenté par Maître Sébastien DEPREUX, en qualité de liquidateur et mandataire judiciaire, de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant, représenté par Maître Sébastien DEPREUX, en qualité de liquidateur et mandataire judiciaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

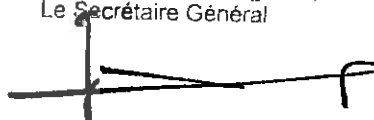
- maire de WASQUEHAL ,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de WASQUEHAL et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le 10 SEP 2015

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Gilles BARSACQ



FICHE DE NOTIFICATION D'INCIDENT / ACCIDENT A L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Le

Nom :
Fonction :
Société :
Adresse :
Tel :
Email :

LIEU, DATE, EXPLOITANT

Commune : Département :
Date de l'évènement (début) : Heure de l'évènement (début) : Durée totale : h
Exploitant (titulaire de l'autorisation ou déclarant pour une IC) :
Adresse de l'établissement accidenté :
Activité NAF de l'établissement :
Effectif de l'établissement :

RESUME DE L'ACCIDENT

SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT (le jour de l'accident)

- ☐ Non classable
- ☐ Déclaration
- ☐ Enregistrement
- ☐ Autorisation
- ☐ AS
- SEVESO seuil haut ☐ seuil bas ☐ Année
- ☐ ED globale sur l'établissement
- ☐ POI
- ☐ PPI ou PSS
- ☐ Info public réalisée
- ☐ Maîtrise urbanisation – acte officiel (PIG, L421-8, L512-1, SUP, PPRT, PLU...). Préciser :

SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'UNITE ACCIDENTEE (le jour de l'accident)

Contribution de l'unité accidentée au classement de l'établissement :
Seules sont prises en compte les rubriques des unités concernées par l'accident

Unité	Etablissement
-------	---------------

Préciser conséquences immédiates, potentielles ou susceptibles d'apparaître ultérieurement.
Préciser également les mesures prévues ou mises en œuvre pour évaluer et suivre dans le temps les conséquences sanitaires et environnementales, en particulier si le cas « suivi » est coché.

☐ Sans conséquence

☐ Inconnues

Conséquences humaines et sociales

	Total	dont	Employé	Sauveteur	Public
<input type="checkbox"/> Morts			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Blessés			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Blessés graves (hospitalisation ≥ 24 h)			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Blessés graves

☐ Sur site ☐ hors site

☐ Blessés légers (hospitalisation ≤ 24 h ou soignés sur place)

☐ Personnes en chômage technique dans l'établissement

☐ Tiers sans abris

☐ Tiers dans l'incapacité de travailler

Privations d'usage au minimum 2 h de

Personnes heures

- ☐ Gaz
- ☐ Electricité
- ☐ Eau potable
- ☐ téléphone
- ☐ transports publics
- ☐ autres privations d'usage
- ☐ risque d'aggravation

Conséquences environnementales (sur les biotopes, cultures, élevages...)

☐ Pollution des sols

☐ Tous types de terrains nécessitant un nettoyage ha

☐ Dommages permanents ou long terme aux habitats terrestres (faune et flore) ha

☐ Espèces rares ou protégées (végétales ou animales)
habitat terrestre correspondant ha
espèces touchées dans l'habitat %

Atteintes à la faune

☐ Sauvage t nb ☐ Élevage t nb

Atteintes à la flore

☐ Sauvage % ☐ Cultures ha

☐ Pollution des eaux de surface

☐ Berges nécessitant un nettoyage km

☐ Dommages significatifs ou long terme des habitats

☐ Fleuve, canal, rivière km

☐ Lac ou étang ha

☐ Delta, zone côtières ou en mer ha

☐ Pollution des eaux souterraines ha

☐ Pollution atmosphérique

☐ Suivi des conséquences environnementales (prévu ou mis en œuvre)

☐ mis en œuvre

Conséquences sanitaires (sur l'homme)

☐ Suivi des conséquences sanitaires (prévu ou mis en œuvre)

☐ mis en œuvre

Conséquences économiques

Total ☐ interne ☐ externe

Dommages matériels ME

Pertes d'exploitation ME

Autres aspects

☐ Dommages transfrontières

Autres conséquences préciser

MESURES PRISES

Informations complémentaires relatives à la clinique:

Préciser si l'accident a généré des déchets (liquides/volatils, toxiques, explosifs et/ou corrosifs/biochimiques physico-chimiques, fibre d'amiante et céramique, chargés, explosifs, explosifs) et évaluer les risques liés au stockage ou à l'évacuation.

Préciser si l'accident a généré des déchets liés à la gestion du matériel.

Mesures immédiates

POI déclenché ☐ PPI/PSS déclenché ☐

Alerte population ☐

☐ Périmètre de sécurité : rayon _____ m
Personnes _____ heures

☐ Confinement

☐ Evacuation

☐ Mise en sécurité de l'établissement

☐ Enlèvement des matières dangereuses

☐ Autres mesures d'urgence (à préciser)

Mesures curatives

Décontamination Coût Début Fin

☐ des eaux _____ M€

☐ des sols _____ M€

☐ des nappes _____ M€

☐ Déchets Générés (sauf terres polluées)

☐ liquides Quantité estimée _____

Stockage provisoire: ☐ Sur site ☐ hors site

☐ solides Quantité estimée _____ T

Stockage provisoire: ☐ Sur site ☐ hors site

☐ Sols/ terres polluées

surface à traiter _____ Quantité estimée: _____

☐ nature des polluants

☐ Hydrocarbures/solvants ☐ toxiques

☐ Bioaccumulables ☐ radioactifs

☐ germes pathogènes ☐ autres (préciser)

Information

Information à chaud réalisée ☐

Information de l'inspection (article R512-69) ☐

Intervention de l'inspection

Modalité/date/heure

CIRCONSTANCES AVANT L'ACCIDENT

Préciser les informations pertinentes : conditions météorologiques en cas de diffusion d'un nuage, urbanisation...

Fonctionnement 24h/24 ☐ oui ☐ non

☐ Procédé continu ☐ Procédé par batch

☐ Construction

☐ 1^{ère} mise en service

☐ Remise en service/redémarrage

☐ Début/fin de poste

☐ Période d'activité réduite

☐ Opération exceptionnelle

☐ Opération d'urgence

☐ Mise en sécurité

☐ Mise à l'arrêt

☐ Consignation technique de l'unité

☐ Travaux/maintenance/réparation/test

☐ Arrêt longue durée

- ☐ Démantèlement
☐ Unité abandonnée
 Autres circonstances (à préciser) _____
☐ Inconnues

ANALYSE DES DEFAILLANCES ET DES CAUSES

Indiquer notamment si le scénario avait été examiné dans l'étude de dangers en détail ou si les causes principales avaient été identifiées.

- ☐ Analyse des défaillances remise par l'exploitant
☐ Cause identifiée dans l'étude de danger préciser : _____

Causes internes

- ☐ Défaillance matérielle
☐ Anomalie d'organisation
☐ Défaillance humaine
☐ Défaut de maîtrise du procédé
☐ Abandon de matière ou d'équipement
☐ Usage inadapté de produits dangereux
☐ Pertes d'utilités
 - ☐ eau
 - ☐ vapeur
 - ☐ électricité
 - ☐ gaz (air, azote)
 - autre _____

Causes externes

- ☐ transport voisin
☐ industriel voisin
☐ particulier voisin
☐ Agressions origine naturelle
 - ☐ inondations
 - ☐ fortes pluies
 - ☐ foudre
 - ☐ grêle
 - ☐ glissement de terrain
 - ☐ érosion / effondrement
 - ☐ vent
 - ☐ neige
 - ☐ gel
 - ☐ températures extrêmes
 - ☐ séisme
 - Autre _____☐ Malveillance / attentat
 - ☒ Suspecté
 - ☐ Avéré☐ Intervention des secours inadaptée
☐ Cause inconnue
 Autre _____

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Rapport du CHSCT
 Rapport d'un tiers expert
 Autres _____
 Préciser : _____

Prévu	Transmis à l'IIIC
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

ENSEIGNEMENTS TIRES / AMELIORATIONS DE LA SECURITE

Détaillez ici les aspects techniques et organisationnels des améliorations réalisées ou envisagées suite à l'accident.

	Prévu	Réalisé	date
Révision ED	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Révision POI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Réduction des risques dans l'établissement après l'accident (aspect matériel/organisationnel)

	Prévu	réalisé	date
Prévention	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Protection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Intervention	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Exercice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

ANNEXE AU RAPPORT

Photos, schémas, plans de situation, cartes... (sans légende, elles doivent être jointes à l'accident)

ANNEXE A LA FICHE DE NOTIFICATION

Cadre spécifique à la communication à chaud

Un communiqué de presse a-t-il été diffusé à la presse locale suite à cet accident ? Si non, pourquoi ?
OUI / NON

L'indice « matières dangereuses relâchées » a-t-il été utilisé ?
OUI / NON

